

Cergy, le 15 Novembre 2011

CONFÉRENCE DÉBAT



**Les solidarités Nord/Sud
à l'heure de la crise
environnementale.**

**Comment repenser le
développement ici et là-bas ?**

OUVERTURE

Moussa Diarra

Adjoint au maire de Cergy chargé de l'égalité et de la coopération internationale

L'élu salue les conférenciers et les participants au nom du Maire de Cergy. Il souligne le rôle de l'ISTOM, institut qui accueille la rencontre, dans l'accompagnement des actions de coopération décentralisée de la ville. Il rappelle aussi l'importance de prendre en compte la dimension internationale dans toute action de développement local.

Eric Ducoudray

Directeur de l'ISTOM

Il souligne le lien unissant son institut à la Ville de Cergy. Ce lien peut paraître paradoxal car l'ISTOM est par nature tourné vers des contrées lointaines. Les deux entités apprécient cependant de travailler ensemble, à la fois pour les actions de coopération décentralisée et en raison de l'implication des associations étudiantes de l'institut dans la cité.

Elisabeth Auclair

Maître de conférences à l'université de Cergy-Pontoise

L'animatrice de la soirée présente les deux intervenants.

Ghislaine Hierso est géographe et économiste de formation ; c'est une spécialiste des questions d'environnement et de développement. Elle travaille pour le groupe Véolia et milite par ailleurs dans les associations 4 D (Dossiers et débats du développement durable) et Orée. Elle est présidente de cette dernière association.

Emmanuel Ndione, expert en sciences sociales, est le secrétaire exécutif d'ENDA GRAF, une grande ONG basée au Sénégal —son pays d'origine— et présente dans tout l'Ouest africain. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur les questions de développement des pays du Sud.

Elisabeth Auclair introduit la problématique générale de cette conférence-débat qui s'inscrit au coeur de la Semaine de la solidarité internationale. L'idée est de se poser la question des modèles de développement Nord-Sud. Elle est résumée par un titre à la portée volontairement large : «Les solidarités Nord-Sud à l'heure de la crise environnementale. Comment repenser le développement ici et là-bas ?»

Les enjeux du développement sont cruciaux aujourd'hui, rappelle Elisabeth Auclair. Ils concernent des questions fondamentales à l'heure où toute la société est confrontée à une crise multiforme. Il ne s'agit pas de revenir sur les causes de cette situation de crise mais de poser des questions sur le type d'actions devant être menées pour y faire face. L'animatrice invite les conférenciers à aider à discerner quel doit être ce travail de mise en mouvement. Elle propose de structurer les débats en trois temps : d'abord faire un état des lieux d'actions et de pistes d'action très concrètes ; ensuite aborder les questions de gouvernance ; enfin terminer sur le questionnement plus global du modèle de développement et des valeurs qui y sont associées.



ETAT DES LIEUX

Emmanuel Ndione

Secrétaire exécutif d'ENDA GRAF

Emmanuel Ndione raconte avoir eu l'occasion dans les années 70 d'accompagner de jeunes chercheurs pour évaluer la filière du transport public dans son pays, assurée à l'époque par de vieux «cars rapides» Renault. Les autorités souhaitaient mettre au rebut ces véhicules en invoquant la modernité dans laquelle le Sénégal devait s'inscrire. Or l'étude des chercheurs a montré que de très nombreuses personnes vivaient de la filière des transports, notamment pour entretenir des véhicules que la firme française ne fabriquait plus. Conclusion de l'étude : il ne fallait surtout pas démanteler cette organisation.

Emmanuel Ndione étudiait alors le latin et le grec à Dakar. Il s'est rendu compte avec cet exemple qu'il valait mieux pour lui changer d'orientation afin de contribuer au développement de son pays. Pour cette raison, il est venu, en 1976, suivre des études de sciences sociales à Lyon.

Plus tard, il s'est rendu compte que les actions de développement qu'il menait n'apportaient aucun bénéfice matériel pour les populations mais qu'elles signifiaient au contraire leur marginalisation progressive. Il pense aujourd'hui que le développement est fondé sur des principes destructeurs et que lui-même se laissait instrumentaliser alors par une réponse occidentale à une crise généralisée des sociétés et de leur environnement. Ce développement en revanche ne se préoccupait en aucune façon d'autres manières de penser, comme les croyances animistes, lesquelles établissent en principe la négociation permanente avec la nature.

Emmanuel Ndione estime que l'une des plus grandes revendications en Afrique aujourd'hui concerne l'accès à l'Etat-Nation. Celui-ci, constate-t-il, n'existe pas dans un continent dont les frontières ont été tracées au stylo bic au moment de la décolonisation. Des identités et des solidarités existent bien au niveau de communautés mais il n'existe pas d'identité nationale. Dans le même temps, ces pays africains sont tenus de dialoguer

avec le FMI, la Banque mondiale et l'Occident en général qui les obligent à se soumettre à des procédures et à des visions largement empruntées de l'extérieur.

Le premier principe qui guide désormais son action est d'agir à partir de besoins pour construire des règles du jeu alternatives et poser les principes pour la mise en place d'un Etat-Nation. Pour lui, la pauvreté est un phénomène de nature politique. Tout en agissant en vue du développement, on a généralisé la pauvreté. Si on regarde un pays comme le Sénégal, tous les indicateurs sont au rouge. Seuls 8 % des emplois y sont dûs aux initiatives de l'Etat, 92 % l'étant par le secteur informel. En matière éducative, moins de 50 % des enfants demeurent à l'école après le certificat et 17 % après le brevet. Ceux qui sont exclus rejoignent la rue et le secteur informel. Plusieurs systèmes se cotoient mais s'ignorent de même que plusieurs profils de citoyens entre les gens éduqués et les autres. Seuls 17 % des personnes ont la compétence requise pour exercer leur citoyenneté. On ne forme que très peu de gens capables de faire marcher un système démocratique. Dès lors, l'avenir qui se profile à l'horizon apparaît bien sombre.

Pour Emmanuel Ndione, toute action de développement doit tenir compte de cet état des lieux. Elle n'est pas simplement une réponse à un besoin économique mais doit rechercher des solutions par rapport à un cadre négocié au sein d'un Etat-Nation. Dès l'instant que la Nation n'est pas mise en place, la légitimité d'une structure d'Etat est compromise. Cette légitimité est à construire dans tous les espaces de collectifs sociaux (famille, école, rue, etc.) Les initiatives de projets doivent s'y situer et permettre progressivement de former des citoyens dans la perspective de la construction d'une société à l'échelle nationale. Enfin, ces actions inscrites dans un cadre local doivent se mener en tenant compte d'interactions à des échelles plus grandes.



Ghislaine Hierso

Administratrice de l'association 4 D et présidente de l'association Orée

Ghislaine Hierso est militante de longue date dans des associations pour la mise en œuvre de solidarités agricoles et alimentaires. Professionnellement, elle travaille sur les mêmes questions, aujourd'hui au sein du groupe Véolia.

Elle est administratrice de l'association 4 D (Dossiers et débats pour le développement durable) qui a créé le collectif «Rio + 20» à l'occasion du 20ème anniversaire du sommet de la terre de Rio de 1992. Le sommet anniversaire aura lieu dans la même ville en juin 2012 et traitera des questions de gouvernance mondiale et d'économie verte en vue d'éradiquer la pauvreté dans le cadre du développement durable.

Elle préside par ailleurs Orée : une association multi-acteurs qui regroupe des grandes entreprises, des collectivités territoriales et des associations pour la mise en place de bonnes pratiques environnementales dans les territoires, incluant une forte dimension sociale. Orée s'intéresse à des questions comme la biodiversité ou l'écologie industrielle, avec l'ambition de contribuer à mettre en œuvre une «prospérité équitable dans la sobriété».

Orée travaille sur des expériences locales et essaie de passer du local au global, en portant notamment son attention sur les questions de régulation et de réglementation. L'association intègre en particulier les questions de gouvernance locale dans ses projets. Elle regarde comment réaliser des économies de ressources et comment mieux créer des emplois. Elle le fait en associant des acteurs divers, ce qui fait dire à Ghislaine Hierso qu'avec ses vingt ans d'âge Orée a réalisé son grenelle avant l'heure.

Orée insiste sur la nécessité de ne pas «merchandiser» la nature mais plutôt de préserver les biens communs qu'elle dispense (comme l'eau, l'énergie ou l'air) et de les mettre en valeur. En tant que géographe et économiste, Ghislaine Hierso est sensible à ces deux aspects. Elle entend avec son association bâtir ce qu'elle appelle «un nouvel écosystème industriel et territorial» et par ce biais réduire les inégalités sociales et environnementales.

Elle précise enfin que le prochain sommet de Rio s'inscrira dans la lignée de nombreuses autres rencontres internationales, dans un contexte économique très difficile. Il s'agira au cours de cette rencontre d'essayer de définir une nouvelle gouvernance, moins pilotée exclusivement par les marchés et plus par d'autres forces et d'autres

valeurs. A Rio, en juin, le sommet officiel aura lieu en même temps qu'un sommet des peuples au cours duquel des associations réfléchiront à préparer demain cette nouvelle gouvernance mondiale, dans le but de l'éradication de la pauvreté.



Elisabeth Auclair

S'adressant à Emmanuel Ndione, l'animatrice lui demande quelle est sa conception de la coopération Nord-Sud.

Emmanuel Ndione

Pour lui, la meilleure manière de parler de coopération internationale n'est pas de lui appliquer le concept de rapports Nord-Sud. La question des inégalités existe en effet entre pays mais aussi à l'intérieur de chaque pays. Il croit que la première bataille se mène dans les espaces propres de chacun. A l'échelle de la planète, il y a des riches de plus en plus riches qui doivent leur richesse à l'appauvrissement généralisé des autres, analyse-t-il.

Lorsqu'il parle à des économistes africains de ces questions, il constate qu'ils mettent en avant des règles qui justifient les inégalités Nord-Sud. Il en déduit que l'économie est par excellence la science de l'exclusion. Lui même s'en réfère plutôt à la sagesse populaire. Il prend un exemple vécu dans la rue au Sénégal, au moment de la dévaluation du franc CFA. Un marchand ambulant parlait de «dévalisation» au lieu de dévaluation. Emmanuel Ndione trouve ce terme adapté à ce qui s'est passé réellement à l'époque : une «dévalisation» qui a fait que les Africains se sont retrouvés du jour au lendemain avec moins d'argent.

Les territoires sont de plus en plus interdépendants. Les situations sont complexes : elles ont des causes à la fois économiques, politiques et culturelles. Il faut tenir compte de cette complexité pour bâtir des partenariats. Malheureusement, dit-il de façon imagée : «nous avons une capacité prospective en termes de réflexion intellectuelle mais nos coeurs fonctionnent selon les règles du néolithique supérieur». Il faut rompre avec cette logique, pense-t-il.

De plus, le concept de développement durable lui apparaît comme contradictoire. Le développement ne peut pas être durable car les principes qui le fondent sont contre la durabilité. On ne peut pas généraliser ce modèle alors qu'on sait qu'il y a une relation étroite entre les dérèglements biophysiques et les dérégulations sociétales. La question de l'environnement relève du débat de société ; il ne

s'agit pas que d'une affaire d'économie. Sur ce point, la réponse occidentale du développement a fini de donner ce qu'elle avait à donner. Il faut désormais faire émerger des réponses issues d'autres sensibilités à l'image de l'animisme, estime Emmanuel Ndione.

La pensée animiste juge que toute action humaine ne réussira que si elle sait s'associer les autres composantes de l'environnement. C'est la base du grigri : un principe qui dit que toutes les éléments vivants bénéficient de vertus qui sont des ressources pour les autres. On n'est pas dans une logique prométhéenne où tout vient de Dieu. La meilleure manière de dominer quelqu'un, pense Emmanuel Ndione, est de mettre en avant la réalité toute puissante de Dieu, ce qui est une façon de le rendre incompetent pour ce qui le concerne. Lui même préfère considérer le point de vue psychologique de chacun. Tout ce que chacun dit n'a de sens que rapporté à la légitimité de sa propre histoire. C'est l'interactivité généralisée entre ces points de vue qu'il lui paraît important de légitimer pour créer un espace de co-action et de reconnaissance. Si nous acceptons le principe que nous sommes sur une même planète, les contraintes de cette planète devraient subordonner les relations entre nous, jusqu'à constituer un écosystème. Et dans cet écosystème, dans ce que Ghilsaine Hierso appelle la biodiversité, l'homme est au centre.

En définitive, Emmanuel Ndione pense que le plus important est moins de donner des réponses concrètes que d'offrir la possibilité à tous les hommes de participer à un débat. Le critère le plus important de l'action est la capacité d'associer le plus grand nombre à la définition et à la résolution d'un problème. Les réponses peuvent être pointues d'un point de vue technique mais elles doivent avant tout avoir été co-élaborées par le plus grand nombre, quelque soit leur niveau de technicité. Ce critère lui semble fondamental.

Elisabeth Auclair

Elle interroge Ghislaine Hierso sur cette même question de gouvernance, en faisant référence aux grands rendez-vous internationaux qu'elle a évoquée, dont le Sommet «Rio + 20».

Ghislaine Hierso

Elle précise d'abord sa définition de la biodiversité : un système où tous les êtres vivants sont dépendants les uns des autres. Ce système inclut bien sûr les êtres humains. Elle pense qu'il est nécessaire de mettre l'économie en avant pour faire comprendre cette dépendance. Ce sujet est au cœur des réflexions qu'elle mène au sein des associations dont elle est membre.

Quand au développement durable, elle utilise peu ce terme. Elle préfère la notion de «prospérité équitable dans la sobriété» qui est une façon de montrer la nécessité d'une nouvelle transition écologique et sociale. La société actuelle est confrontée à la question d'une dette multiforme (écologique, sociale, fiscale, etc.). Il s'agit de se demander comment faire pour améliorer la situation et faire en sorte qu'il y ait moins de disparités entre les sociétés et à l'intérieur d'entre elles. C'est l'objet de la transition écologique et sociale.

Au sujet des «grandes messes» internationales, certains pensent qu'il ne s'agit que de «sommets de la parole» sans influence réelle sur le cours du monde. Ghislaine Hierso a des points de vue différents selon les sommets mais il est de toute façon nécessaire de laisser des espaces pour le débat public. Elle cite le Sommet de Nagoya consacré à la biodiversité. Il s'agit d'une rencontre dont on a très peu parlé à la différence de la rencontre de Copenhague sur le climat mais qui a porté ses fruits. Un dispositif y a été pensé pour organiser le partage des ressources génétiques. Plusieurs dizaines de pays ont déjà ratifié ce dispositif certes imparfait mais qui constitue une avancée réelle au niveau international.

Pour ce qui concerne le processus de Rio, elle reconnaît une petite déception quant à la réalisation des objectifs annoncés mais le fait de définir ces

objectifs a constitué une réelle reconnaissance des attentes de la population. Le Sommet «Rio + 20» aura lieu dans une configuration défavorable car encadrée par plusieurs autres rencontres internationales, dont un G 20 au Mexique quelques jours avant, et dans un contexte électoral pour plusieurs pays, dont la France et les Etats-Unis. Il devrait donner lieu à des débats sur la gouvernance mondiale. La France entend y vanter un projet d'organisation mondiale de l'environnement. Le débat n'est pas facile car beaucoup de pays du Sud ne sont pas très à l'aise avec la notion, sous-jacente dans ce débats, d'économie verte. Ils seront attentifs à ce que les pays du Nord n'en profitent pas pour mettre en place des règles de normalisation limitant les échanges entre pays. Le Brésil, pays organisateur, souhaite que la question sociale soit au cœur des débats et que la notion de développement revienne sur le devant de la scène, comme c'était le cas dans des sommets anciens, à Stockholm et Johannesburg notamment. Ghislaine Hierso est circonspecte quant aux résultats de ce sommet. Elle pense que tous (associations, entreprises, collectivités territoriales, etc.) doivent travailler pour qu'il soit une réussite et pour cela apporter leur contribution. Dès janvier 2012, le retour des contributions doit être rendu public. On y verra plus clair sur la façon dont va se présenter le sommet de juin.

Enfin, au-delà du débat sur la sémantique relative au terme de développement, Ghislaine Hierso pense surtout qu'il faut aborder la relocalisation dans une perspective d'ouverture. Elle même s'attelle à bâtir une économie de proximité qui garde une ouverture sur le monde. Cette ouverture est, pense-t-elle, la seule à même à l'avenir d'assurer la coopération et les échanges entre les peuples.



Emmanuel Ndione

Il souligne que les mots culture, culte et cultivé ont le même radical. Être cultivé, cela a un rapport avec la terre. Or, chez les animistes, la terre est source de mythes et d'immanence. En Afrique, le fait de cultiver la terre s'apparente à l'amour avec la terre. Pour lui, par conséquent, si on a une sensibilité environnementale, on a probablement aussi une sensibilité religieuse, quelle qu'elle soit.

On a beaucoup parlé de Rio, remarque-t-il. Lui même préfère ramener Rio au village. Il estime nécessaire de décentraliser le dialogue sur l'environnement et de le ramener au niveau des décideurs au quotidien : «Ceux qui coupent l'arbre pour manger ses fruits, sont assis au pied de l'arbre à palabres et font l'amour avec la terre». Ce sont les acteurs les plus légitimes du débat sur l'environnement. Quant aux crises environnementales, ce sont toujours les pauvres qui en subissent les conséquences.



Il aborde la question de la coopération. Cette compétence est d'abord celle de l'État-Nation. Quand elle est décentralisée, cela veut dire qu'elle devient la compétence de toutes les autres familles d'acteurs et pas seulement de l'État-Nation, ce qui lui paraît intéressant. C'est alors une coopération de famille d'acteurs à famille d'acteurs. La coopération entre Cergy et Thiès l'illustre fortement. Des leaders d'associations viennent y rencontrer d'autres leaders, des maires d'autres maires, etc. Cette possibilité de rencontre peut être le fondement d'une identité commune sur un territoire ouvert. Elle s'apparente à une stratégie de reconstruction de sociétés au-delà des clivages habituels imposés, comme l'est l'opposition Nord-Sud. Car, dit-il : «Les pauvres de France ou les pauvres de Sénégal sont tous victimes

de la même méga-machine de la finance mondiale qui a fini de mettre à genoux les États».

Pour cette raison, Emmanuel Ndione ne reconnaît pas Rio. Il souhaite plutôt que les familles d'acteurs de la coopération décentralisée se réapproprient le débat politique notamment sur les questions de finance. Car aujourd'hui, estime-t-il, c'est la finance qui gouverne et plus l'État. L'État est à genoux quand il a fini d'emprunter et il emprunte toujours plus cher, au prix d'une véritable complaisance vis-à-vis des pouvoirs financiers. Si la finance gouverne, il n'y a plus de politique. En l'absence d'État, un travail lui semble donc à mener pour remettre ce pouvoir politique au peuple. A cet égard, Emmanuel Ndione souligne la dynamique des forums sociaux qui se réunissent à côté des forums des États. Les forums sociaux ne reconnaissent plus la légitimité de l'État, lui-même pris en otage par les contradictions de la finance mondiale.

Les échelles les plus pertinentes pour aborder la question environnementale sont des échelles plus petites que l'État, comme la collectivité locale, voire le village en Afrique. Les gens qui y vivent sont de meilleurs décideurs de la question environnementale que les États, englués dans des contradictions internationales. S'il faut capter le pétrole quelque part, les États se mettent très vite d'accord. Mais s'il faut aider un pays touché par une catastrophe naturelle comme Haïti, la solidarité des États n'existe pas. En revanche, ensuite, on se précipite pour aller reconstruire et obtenir les parts de marché.

Les contradictions actuelles vont devenir de plus en plus aiguës. Les réponses apportées aujourd'hui qui tournent autour du concept de développement sont relativement étroites et n'ont pas d'avenir. Emmanuel Ndione invite à penser à d'autres réponses qui proposent des espaces de vie plus conviviaux et à partager les expériences menées dans ce sens avec d'autres parties du monde. C'est pourquoi il demande toujours aux participants des échanges entre Cergy et Thiès ce qu'ils ont appris de l'autre. Il veut savoir quelles sont les réponses apportées dans l'une des villes qui peuvent être applicables dans l'autre, qui peuvent permettre aux habitants de Cergy de prendre des décisions fondées sur une autre échelle que purement locale et de construire ainsi «une identité cergysso-thiessoise». Il estime que si on arrive à construire une identité commune à l'échelle de la planète, accompagnée de solidarités à cette échelle, à ce moment on pourra parler de nouveaux modes de gouvernance car on pourra se reconnaître autour d'une structure que les personnes auront elles-mêmes essayé de créer. A cet égard, l'expérience de la coopération décentralisée lui apparaît comme une petite aventure vers la mise en place de systèmes alternatifs de gouvernance mondiale.

L'AVENIR À CONSTRUIRE

Elisabeth Auclair

Sur ce dernier point, elle a le sentiment que le monde actuel est à la recherche de sens et de valeurs. Les acteurs se replient sur des solutions techniques. Ils sont dans le «faire» sans savoir très bien quel modèle ils cherchent. Ghislaine Hierso a parlé d'une «prospérité équitable dans la sobriété». Ces mots-là ont du sens et signifient par exemple qu'il va falloir évaluer le progrès ou la richesse des pays avec d'autres indicateurs. Elisabeth Auclair lui demande si elle a le sentiment que le monde en prend le chemin pour les années à venir.

Ghislaine Hierso

On s'aperçoit que le PNB progresse après une catastrophe, relève-telle. Il lui paraît donc indispensable d'avoir des indicateurs et des évaluations à disposition pour éviter de demeurer dans le fameux «sommet de la parole» évoqué plus haut.

Dans toutes les instances auxquelles elle participe, elle essaie de donner un ton concret aux débats. Il s'agit de repérer quelles sont les bonnes pratiques à l'oeuvre dans le Sud, sur tel ou tel territoire, et de les évaluer pour dire ensuite comment les transposer. Dans l'expression «prospérité équitable dans la sobriété», le terme «prospérité» peut faire réagir. Ghislaine Hierso le préfère à celui de croissance, même si elle pense que certaines choses doivent croître et d'autres décroître. Tim Jackson a justement écrit un ouvrage intitulé *Prospérité sans croissance*, dans lequel il met en avant ces réflexions. On peut être d'accord ou non avec lui, l'important c'est de poser le débat, estime-t-elle.

La question est de dire comment on va partager les ressources. Il n'y a qu'une seule planète et tout le monde ne pourra pas vivre demain avec le niveau de vie des pays de l'OCDE. D'où la nécessité d'être sobre dans tous les domaines de la consommation de ressources. Être équitable enfin signifie qu'on doit partager.

Ces questions vont être difficiles à négocier au cours des sommets qui s'annoncent. Elle-même se situera à Rio à la fois du côté du sommet officiel et du contre-sommet, en faisant attention de ne pas être dans l'opposition systématique. Elle pense qu'il faut être constructif pour améliorer les situations et que c'est aux personnes de prendre le pouvoir pour apporter des propositions et des expérimentations.

Elle souligne enfin que les questions de ressources liées aux sols sont cruciales pour l'avenir. Les sols sont les parents pauvres des discussions internationales. Il n'existe pas de textes à leur sujet. En matière de ressources, le sujet le plus lourd demeure celui de



l'alimentation. Que faire pour empêcher qu'un milliard d'hommes et de femmes continuent de souffrir de la faim dans le monde ?

Emmanuel Ndione

«L'animiste ne tombe pas, dit-il, car, pour tomber, il faut d'abord monter et c'est une fois qu'on est monté qu'on tombe. L'animiste, au contraire, est collé à son environnement. Il reconnaît qu'il est lui-même le fruit de l'action de l'environnement à son égard. Il prétend simplement entrer dans une relation de complicité avec l'environnement».

Cela veut dire que l'animiste ne fonctionne pas sur des logiques fondamentalistes, poursuit Emmanuel Ndione. Il n'obéit pas non plus à un modèle car s'il existe un modèle, cela veut dire qu'on est dans un rapport fondamentaliste aux autres. La spécificité de l'animisme l'empêche de prendre en charge toute la complexité du monde pour justifier une légitimité à aller en mission vers les autres et à leur imposer un modèle quelconque.

Il y a le fondamentalisme du développement. Il y a aussi dans une certaine mesure un fondamentalisme environnemental. Or l'animisme ne connaît pas de fondamentalisme. Il reconnaît simplement le principe d'un dialogue permanent entre les différentes composantes d'une situation donnée, voire celui d'une fraternité généralisée.

S'il faut approcher la question du modèle, Emmanuel Ndione croit plutôt au fait de créer les conditions pour l'émergence de modèles au pluriel, de modèles non pas universels mais pluriversels.

ÉCHANGE AVEC LE PUBLIC

Question :

Emmanuel Ndione évoquait l'Etat-Nation. Ne pense-t-il pas que toutes les ONG présentes en Afrique n'empêchent pas en partie la création de cet Etat-Nation ?

Emmanuel Ndione

«Parfois oui, parfois non», répond-il. Face au recul de l'Etat-Nation, la nature ayant horreur du vide, dans beaucoup de cas, les ONG sont là pour aider à élaborer les politiques publiques. Dans ce cas, elles contribuent à un processus de reconstruction sociétale.

Emmanuel Ndione évoque le fondamentalisme de la démocratie telle qu'elle est envisagée par l'Occident et les procédures imposées par le FMI et la Banque mondiale. Ceux-ci expliquent que le trait d'union entre l'Etat et la Nation disparaisse car l'Etat ne dispose pas de la légitimité nécessaire ni des moyens pour mettre en oeuvre ce qu'exigent ses compétences propres.

Question :

Prenons le cas concret où un opérateur de développement travaille sur un projet qui va permettre d'apporter de l'eau potable à une population qui en a envie. Tout le monde est d'accord sur les objectifs du projet. Il est travaillé en commun. Il est accompli dans les règles de l'art. Le porteur du projet a les connaissances pour mener à bien ce projet mais pas forcément les moyens nécessaires. Si l'Etat est défaillant, où va-t-il trouver ces moyens ?

Emmanuel Ndione

Il y a dix ou vingt ans, dans une telle situation, on menait d'abord une étude de milieu, explique-t-il. Ce type d'étude permet de vérifier la pertinence de la demande. Cependant, en général, les paysans placés dans ce genre de situation sont suffisamment malins pour donner la réponse que souhaite son interlocuteur.

En définitive, c'est un rapport de force qui finit par arbitrer les décisions. La compétence de l'opérateur de projet est liée aux relations qu'il a su créer dans le marché de l'aide : un paysage où les Etats sont très peu présents mais où l'on retrouve le FMI, la Banque mondiale, la coopération d'Etat à Etat, le secteur associatif et les entreprises. Ces dernières posent la question de la RSE (Responsabilité sociale des entreprises). En l'occurrence, il s'agit plutôt d'une responsabilité sociétale car elle s'intéresse au fonctionnement des sociétés. Des entreprises comme Véolia s'intéressent d'abord à la réalisation

de profits mais de plus en plus se posent aussi des questions d'ordre moral et politique.

Sur place, les acteurs en présence peuvent dire qu'ils ont besoin d'un accès à l'eau. L'opérateur doit avoir la compétence de mesurer les impacts liés à cette demande. Les problématiques s'y situent à une autre échelle. Quand on creuse un puits par exemple, ce peut être pour y planter des arbres sur un terrain n'appartenant à personne mais pour lequel on a obtenu des lettres d'attribution. Ce faisant, on «dévalise» au passage les paysans qui avaient d'autres usages pour cette terre et on favorise un mode de concentration de la terre. Si l'intervention sur la question de l'eau ne prend pas en compte des questions politiques de ce type, celui qui la mène fonctionne dans le cadre d'une irresponsabilité historique, estime Emmanuel Ndione.

Une ONG, quand elle n'est pas urgentiste, a pour ambition de travailler à la mise en place de sociétés plus conviviales. Elle doit prétexter de toute situation de projet pour construire au-delà de la demande de départ, comme celle de l'eau. Elle crée un processus pour que de nouvelles règles du jeu s'établissent entre les acteurs concernés, pour inscrire par exemple les dynamiques des villages sur toute la filière de l'eau jusqu'à une certaine échelle. Raisonner simplement en répondant à une demande n'est pas suffisant. Il faut aussi penser aux coûts de maintenance. Beaucoup de forages ont fermé au bout de quelques années à cause de cela. Il faut créer les conditions pour recréer le puits éventuellement ou bien obtenir davantage de revenus pour les habitants afin qu'ils puissent payer le gasoil de la pompe et les pièces manquantes.

Le fait de creuser de l'eau est donc une situation très complexe où il ne s'agit pas simplement de donner de l'eau aux gens mais aussi d'affirmer une forme de positionnement politique.

Guislain Hierso

Elle cite le Prix Nobel d'économie 2009 Elinor Ostrom qui a travaillé à la notion de biens communs et de relations participatives. En matière de RSE, elle estime que le terme «sociétal» ne doit pas faire oublier le terme «social». Dans la RSE, les organisations sont concernées également. Il ne s'agit pas que des entreprises mais aussi des collectivités territoriales, des ONG, etc. Il faut que toutes s'engagent dans une approche de participation. Il est donc nécessaire d'évaluer les attentes des gens. Pour accéder à l'eau, il est important de rappeler qu'il faut des infrastructures, considérer le sous-sol, la distribution mais aussi le fait que certains pourront payer l'accès à l'eau mais d'autres pas. Sur tous ces sujets,

on revient à l'utilisation du sol : son appropriation, sa préservation, son érosion, etc. Comment fera-t-on pour nourrir plus de personnes s'il y a une artificialisation des sols ?

Elinor Olstrom parle bien de cela au sujet des biens communs. Comment faire pour concilier tous les besoins : le logement, l'alimentation mais aussi le bien-être et la culture ?

Question :

Les politiciens aujourd'hui apparaissent désemparés face à l'ampleur des problèmes de développement. On voit que la solution provient des entreprises. Les Etats ne peuvent pas jouer leur rôle de régulateur en raison de contextes politiques instables. Ce faisant, n'y a-t-il pas un risque de créer une dépendance vis-à-vis des entreprises ?

Ghislaine Hierso

Elle croit que tous les acteurs sont dépendants les uns des autres. L'entreprise seule ne possède pas la solution. Les solutions sont multi-acteurs. Elle croit par exemple profondément au pouvoir des collectivités locales, en France et ailleurs. Ceci n'empêche pas le besoin de régulation car la décision finale doit demeurer prise par l'échelon politique. Les entreprises ne sont qu'un maillon de la chaîne.

Ghislaine Hierso pense qu'il faut réfléchir à de nouveaux modèles économiques dans lesquels les services à rendre ne sont pas décidés par l'entreprise seule mais par les citoyens, la collectivité locale et tel ou tel industriel. Une entreprise repose sur un modèle qui précise qu'elle doit faire du profit. Mais elle peut essayer de faire mieux, avec la RSE, pour se mettre en cohérence sur la question sociale.

Deux étudiantes de l'ISTOM interpellent Ghislaine Hierso :

- Dans le processus «Rio + 20», Mme Hierso parvient apparemment à bien faire le lien entre les niveaux associatifs et professionnels de son engagement. Cette personne se dit au contraire «déconnectée» vis-à-vis des sphères qui ne sont pas liées au terrain. Au travers des stages menés dans un pays du Sud, les étudiants de l'ISTOM ont plutôt affaire à des cas concrets. Au contraire, elle trouve que le processus «Rio + 20» ne résonne pas en termes d'actions concrètes ;
- Ghislaine Hierso a défini ces grands sommets définis comme des utopies génériques mais ils se révèlent en réalité chaque fois moins ambitieux. Cette deuxième intervenante regrette qu'elle n'ait pas parlé des initiatives des «indignés» qui partent du bas de l'échelle et sont présentes partout sur la planète. Les actions de ces «indignés» ont pourtant l'avantage, dit-elle, d'être avant tout locales et de proposer des solutions.



Ghislaine Hierso

Elle rappelle l'approche «très terrain» des associations dont elle est membre, vis-à-vis du prochain sommet de Rio. Elle précise aussi l'importance des débats qui y seront menés sur la gouvernance et l'économie verte en vue de l'éradication de la pauvreté. Elle espère qu'il ne s'agira pas d'un sommet de la parole, qu'elle se pose des questions à son sujet et rappelle aussi l'existence parallèle d'un sommet des peuples. Dans ce genre de sommets, il est toujours présenté des expériences très concrètes. Il y aura celles relatées aux Assises nationales du développement durable, pilotées par les Régions de France et différentes associations. 1200 expériences très concrètes sont répertoriées sur le site internet des Assises. Pour le reste, au moins trente associations ont participé au collectif «Rio + 20» et ont réfléchi ensemble à différents sujets. Plusieurs sites répertorient quantité d'expériences locales.

L'approche de Ghislaine Hierso est de mener des démarches créant du lien entre les entreprises, les collectivités et les associations. D'autres associations ont des axes d'approche très différents. Toutes sont interrogatives vis-à-vis de tels sommets. Ghislaine Hierso elle-même croit qu'il est bon d'y participer ou bien de s'impliquer dans les sommets des peuples. La démarche de la sobriété n'est pas facile à vendre. Il faut l'aborder d'une façon très positive en disant de quelle manière on revoit notre modèle économique et écologique.

« Cette rencontre a été organisée dans le cadre du programme de coopération décentralisée Cergy-Thiès, avec l'aide financière de l'Union Européenne et du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes. Le contenu de cette table-ronde relève de la seule responsabilité des intervenants et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position des organisateurs et des financeurs ».

Emmanuel Ndione

Pour conclure, il rappelle d'abord le lien particulier qui l'unit à l'ISTOM. Il souhaite que les étudiants de l'institut puissent venir régulièrement au Sénégal. Ils se rendront compte ainsi que ce qui se passe là-bas est en partie une conséquence de décisions prises ailleurs. Ils prendront conscience de leur responsabilité et, de ce fait, s'associeront à la recherche de solutions au niveau international.

Pour lui, l'effort porté à Rio comme celui porté par les peuples correspond à une volonté de réappropriation généralisée de la question politique par l'ensemble des familles d'acteurs. La politique n'est pas simplement le fait de l'Etat ou des professionnels de la politique. Chaque acteur prend conscience du fait qu'une décision quelconque a une incidence sur la globalité. Le paysan qui, en coupant un arbre, fait que l'eau ne s'écoule pas de la même façon prend conscience de l'impact négatif de son action, à l'échelle de sa région.

Cette appartenance à la globalité est la condition de la réappropriation du politique. Chemin faisant, on apprend que les décisions ne se prennent pas qu'au village, ni à la ville, mais aussi au niveau de toute la planète. Ainsi, la coopération décentralisée travaille à construire des citoyens d'une planète nouvelle.

Cette responsabilité politique nous concerne tous, estime Emmanuel Ndione. La mise en place d'un projet est dans cet esprit une forme de réapprentissage du politique. La cité, c'est la cité du village. La cité, c'est Thiès et c'est aussi la planète. La politique n'est rien d'autre que le fait d'établir des règles du jeu.

L'eau, par exemple, peut s'adosser sur une règle du jeu reconnue ou bien entraîner l'élaboration de nouvelles règles. Le processus par lequel toutes les familles concernées élaborent cette nouvelle règle du jeu autour du puits renforce des capacités à agir à une autre échelle. Faire un puits, c'est ainsi construire des citoyens, d'abord au sujet de la filière de l'eau et sur une échelle limitée. Ensuite, progressivement c'est en faire des citoyens du monde.

Actes réalisés par M. J.P. Rivière

jprieviere@laposte.net

Infographie réalisé par Inette Médias & Communication © 2012

